

# Le DROIT OUVRIER

**DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE**

## Sommaire

*Adieu à Jean Schaeffer*

### DOCTRINE

**Elisabeth Fortis** : Répression pénale de la discrimination syndicale et écoulement du temps.

**Harold Kobina Gaba** : Le refus du salarié et ses vicissitudes : pour un droit commun et autonome de refus.

### JURISPRUDENCE

*Voir notamment :*

Le droit d'alerte du Comité d'entreprise face à une menace de délocalisation.

**Tribunal de grande instance de Nanterre (référé) 10 septembre 2004** - Note Francis Saramito (p.259)

La mise en œuvre des pouvoirs juridictionnels du bureau de conciliation en matière de discrimination.

**Conseil de prud'hommes de Villeneuve-St-Georges (Commerce - Conciliation) 25 mai 2004** - Note Pascal Moussy (p.262)

A propos du régime juridique de l'avis d'inaptitude et de ses conséquences.

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 janvier 2005 (trois espèces) et 11 mai 2005** - Note Paul Bouaziz et Isabelle Goulet (p.263)

De l'influence de la doctrine sur la jurisprudence : un hommage de la Cour d'appel d'Aix au professeur Gérard Lyon-Caen.

**Cour d'appel d'Aix en Provence (9<sup>e</sup> Ch. C) 20 novembre 2003** - Note Jérôme Ferraro (p.270)

Un statut protecteur des représentants du personnel bien perméable au pouvoir disciplinaire...

**Cour d'appel de Paris (18<sup>e</sup> Ch. D) 3 février 2004** - Note Arnaud de Senga (p. 275)



**Doctrine :**

Répression pénale de la discrimination syndicale et écoulement du temps (à propos de l'arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de cassation du 9 novembre 2004, Bull. crim. n° 279) par **Elisabeth Fortis**, Professeur à l'Université Paris X Nanterre ..... 234

ANNEXE : SYNDICAT PROFESSIONNEL – Discrimination – Caractère de l'infraction – Infraction instantanée (non) – Preuve de la discrimination – Appréciation de l'ensemble des faits – Faits prescrits.

**1) COUR DE CASSATION (Ch. Crim.) 9 novembre 2004** ..... 237

**2) COUR D'APPEL DE BORDEAUX (3<sup>e</sup> Ch. Corr.) 6 avril 2005** ..... 238

Le refus du salarié et ses vicissitudes : pour un droit commun et autonome de refus (Les cas de modification du contrat, de changement des conditions de travail, des salariés protégés, et cas d'atteintes aux droits et libertés du salarié et à l'ordre public absolu) par **Harold Kobina Gaba**, Maître de conférences en droit privé à l'Université du Havre ..... 242

**Jurisprudence :**

ACCIDENTS DU TRAVAIL – Réparation – Faute inexcusable de l'employeur – Majoration de la rente fonction de la réduction de la capacité de la victime – Majoration devant suivre l'évolution du taux d'incapacité.

**COUR DE CASSATION (2<sup>e</sup> Ch. Civ.) 14 décembre 2004** ..... 259

COMITÉS D'ENTREPRISE – Attributions économiques – Droit d'alerte – Caractères préoccupant des faits invoqués par le comité relevant de sa seule appréciation – Absence de réponse de l'employeur aux questions posées – Comité fondé à solliciter une expertise comptable – Projet de délocalisation relevant de la procédure d'information – Procédure d'information/consultation du livre IV CT – Suspension sous astreinte de l'exécution du projet.

**TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE NANTERRE (Référé) 10 septembre 2004** ..... 259

CONSEILS DE PRUD'HOMMES – Pouvoirs juridictionnels du bureau de conciliation – Ordonnance enjoignant à l'employeur de communiquer à un steward se plaignant d'une discrimination le montant mensuel moyen des indemnités de repas, des indemnités de découcher et des indemnités de voiture/courrier perçues par les stewards et hôtesses de niveau 1 échelon 6 travaillant plein et affectés au secteur "commercial France" sur la base d'Orly.

**CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE VILLENEUVE-ST-GEORGES (Section Commerce - Conciliation) 25 mai 2004** ..... 262

**Note Pascal Moussy** ..... 262

CONTRAT DE TRAVAIL – Avis d'inaptitude au poste (quatre espèces) – Formalités pour un examen en une seule visite en raison du danger immédiat (première et deuxième espèces) – Conséquence des arrêts maladie postérieurs à la première ou à la seconde visite ayant conduit à l'inaptitude temporaire puis définitive (troisième et quatrième espèces).

**Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 19 janvier 2005** ..... 263

**Deuxième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 11 mai 2005** ..... 263

**Troisième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 19 janvier 2005** ..... 264

**Quatrième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 19 janvier 2005** ..... 264

**Note Paul Bouaziz et Isabelle Goulet, avocats au Barreau de Paris** ..... 265

ENTREPRISES PUBLIQUES – Personnel à statut législatif ou réglementaire – Salariés protégés – Mise à la retraite d'office – Nécessité d'une autorisation de l'inspection du travail – A défaut, nullité de la rupture du contrat.

**COUR D'APPEL D'AIX-EN-PROVENCE (9<sup>e</sup> Ch. A) 23 septembre 2004** ..... 267

**Note Francis Saramito** ..... 268

FONCTIONNAIRES – Agent public en mission – Accident au cours de la mission devant être considéré comme un accident de service, même s'il survient à l'occasion d'un acte de la vie courante.

**CONSEIL D'ETAT 3 décembre 2004** ..... 269

LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Réorganisation de l'entreprise – Sous-traitance – Absence de nécessité de sauvegarde de la compétitivité de l'entreprise – Absence de cause réelle et sérieuse.

**COUR D'APPEL D'AIX-EN-PROVENCE (9<sup>e</sup> Ch. C) 2 décembre 2004** ..... 270

**Note Jérôme Ferraro**, Avocat au Barreau d'Aix-en-Provence ..... 271

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Salariée accidentée du travail – Reprise du travail en vue d'obtenir un congé destiné à lui permettre de se rendre auprès de ses parents gravement malades – Congé entraînant son licenciement pour irrégularité dans son obtention constitutive d'une faute grave.

**CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE PARIS (section encadrement) 25 octobre 2004** ..... 273

PÉRIODE D'ESSAI – Relation de travail ayant reçu un commencement d'exécution – Signature ultérieure d'un contrat instaurant une telle période – Licéité de la rupture (non) – Violation des règles relatives au licenciement.

**COUR D'APPEL DE GRENOBLE (Ch. Soc.) 10 novembre 2004** ..... 274

PROTECTION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL – Représentant syndical au CE – Transmission d'informations confidentielles à la fédération l'ayant mandaté – Sanction disciplinaire.

**COUR D'APPEL DE PARIS (18<sup>e</sup> Ch. D) 3 février 2004** ..... 275

**Note Arnaud de Senga** ..... 276

SYNDICATS PROFESSIONNELS – Action en justice – Instance prud'homale en cours – Intervention syndicale sur la base de la défense de l'intérêt collectif de la profession – Recevabilité en cause d'appel.

**COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 7 juillet 2004** ..... 277